

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 03 juin 2024

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 24-294

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROPÉENNE DE TEINTURE & ENNOBLISSEMENT

28, RUE DES FRÈRES MICHELIN - Z.I. OUEST - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 mars 2024 dans l'établissement EUROPÉENNE DE TEINTURE & ENNOBLISSEMENT implanté 28, Rue des Frères Michelin 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le contexte du Plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'Inspection des ICPE avec une visite d'inspection de la teinturerie E.T.E tous les 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROPÉENNE DE TEINTURE & ENNOBLISSEMENT
- 28, Rue des Frères Michelin - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005702152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société réalise tous travaux de teinture et ennoblement sur des matières naturelles ou synthétiques principalement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 4.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Transit de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 5.1.3	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/03/2024, article R511-9, annexes	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 2.3.1	Sans objet
4	Aménagement du point de rejet	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 4.3.6.2	Sans objet
5	Auto Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté deux non-conformités. Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées concernant le suivi et la surveillance des rejets atmosphériques, et d'effectuer les opérations nécessaires concernant le transit des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2024, article R511-9, annexes
Thème(s) : Situation administrative, Activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Vérification de la situation administrative de l'installation suivant les activités et les seuils tels que définis aux annexes 1 à 5 de l'article R. 511-9 du code de l'environnement.</p> <p>Rubrique 2330-1 :</p> <p>« Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles : la quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant supérieure à 1 t/j. (A) »</p> <p>Rubrique 2910-A-2 :</p> <p>« Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes : Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. (DC) »</p>
<p>Constats :</p> <p>La société E.T.E exerce une activité de teinture au sens la rubrique 2330. Elle est autorisée à traiter des fibres et des tissus jusqu'à 8 t/j. L'exploitant déclare avoir une baisse constante de son activité et ne traiter actuellement qu'environ 1,2 t/j.</p> <p>La société E.T.E dispose de deux chaudières d'environ 2 MW chacune. Ces installations sont donc soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 des ICPE (sans obligation de contrôle périodique en application de l'article R.512-55 du code de l'environnement). L'installation de combustion sous chaudière est régie par l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Donc, selon l'article 2 de l'AMPG du 3 août 2018, les dispositions de l'annexe I ne sont pas applicables.</p> <p>La société E.T.E dispose d'un compresseur d'air de 52kW. Cette activité n'est plus classée au titre des ICPE depuis la suppression de la rubrique associée par décret 2018-90 du 22/10/2018.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : L'installation est entretenue et propre. L'installation dispose d'un système de ventilation et de filtration de l'air permettant de récupérer les fibres de textiles. Aussi, l'inspection des installations classées ne constate pas d'amas de fibres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 4.1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. ce dispositif est relevé journallement [...]. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Ces informations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les deux forages sont munis d'un dispositif de mesure totalisateur. L'exploitant tient un registre informatisé de relevés. L'installation consomme environ 30 000 m ³ par an. Observations : Du fait de ses consommations, l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel sécheresse du 30/06/2023. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas réalisé le calcul de son volume de prélèvement de référence. Afin d'anticiper les futurs épisodes de sécheresse, il est fortement recommandé à l'exploitant de procéder au calcul de ce volume et d'examiner ses conditions de soumission aux mesures de restrictions introduites dans cet arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Aménagement du point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque point de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés [...]
Constats : Deux points situés en amont et aval du bassin de décantation sont équipés d'un dispositif de prise de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Auto Surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Auto Surveillance	
Prescription contrôlée : [...] Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.	
Paramètres	Fréquence
Ph	En continu
Température	En continu
Débit	En continu
[...]	
Constats : L'inspection des installations classées a constaté le fonctionnement en continu de ce dispositif qui affichait notamment la température et le pH en entrée et en sortie de bassin.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 6 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	
Thème(s) : Autre, Autosurveillance	
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.	
Constats : L'exploitant n'a pas transmis les résultats de l'auto surveillance mensuelle des eaux résiduaires sur l'outil GIDAF depuis mois d'octobre 2023. Observations : L'exploitant présente lors de la visite des résultats de l'auto-surveillance relatifs aux mois suivants. Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de transmettre les résultats via GIDAF.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée : Les mesures portant sur les rejets canalisés [...] sont réalisées pour les paramètres et fréquences définis dans le tableau ci-après.	
Paramètre	Fréquence
Débit	trisannuelle
O2	trisannuelle
CO	trisannuelle
Poussières	trisannuelle
SO2	trisannuelle
NOX	trisannuelle
Constats : L'exploitant ne présente pas de résultats de suivis des rejets atmosphériques. L'exploitant n'a pas renseigné l'outil GERP. Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les résultats de mesure de ses rejets atmosphériques.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 8 : Transit de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 5.1.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets	
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus de produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	
Constats : Les déchets et résidus de produits sont entreposés à l'extérieur des bâtiments. L'inspection des installations classées constate la présence d'une dizaine de fûts plastiques stockés hors rétention, sans être abrités des eaux météoriques et à proximité des deux forages du site. Au moins trois de ces fûts sont pour tout ou parties remplis d'un contenu indéterminé, en l'absence d'étiquetage. L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de l'Aube de mettre en demeure l'exploitant de mettre l'ensemble des déchets sur une zone en rétention, abritée des eaux météoriques. Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate qu'au moins une benne de récupération de déchets est pleine. Elle invite l'exploitant à évacuer ces derniers dans les plus brefs délais.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets	
Proposition de délais : 3 mois	